



Liste Renaissance  
17, Rue du Quatre-Septembre  
75002 – Paris

Paris, le 23 mai 2019

**Objet** : Réponse aux questions de la Ligue de défense des conducteurs pour les élections européennes de mai 2019.

Madame la Secrétaire générale,  
Mesdames et messieurs les membres de la Ligue de défense des conducteurs,

L'usage de la voiture ne doit pas devenir un enjeu dont les automobilistes, en particulier les plus défavorisés, pâtiraient. Nous devons, au contraire, concilier la transition écologique, qui est le premier défi de notre siècle, avec ce moyen de transport essentiel pour tant d'entre nous.

Nous ne pouvons nous satisfaire des caricatures qui sont parfois véhiculées. Le Gouvernement a déjà agi :

- prime à la conversion jusqu'à 5 000€ pour remplacer leur voiture par un modèle qui consomme, pollue moins et coûte moins. Plus de 300 000 Français en ont bénéficié en 2018, dont 70 % de ménages non imposables ;
- baisse du coût du permis de 30% (il coûte en moyenne 1 800€ aujourd'hui) et réduction du délai d'obtention (60 jours aujourd'hui en moyenne). Le Code sera gratuit pour les volontaires du nouveau Service national universel (SNU).
- mise en place un tarif préférentiel pour les usagers réguliers en 2019. Un conducteur effectuant au moins 10 allers-retours dans le mois sur le même trajet bénéficie désormais d'une réduction de 30% sur les tarifs.
- abandon de la taxe sur les carburants en décembre 2019, afin que les considérations écologiques ne se fassent pas au détriment des conducteurs.

Mais l'Europe peut nous aider à faire plus et à faire mieux. Face à une énergie chère et polluante, nous souhaitons mettre fin aux voitures à essence et diesel d'ici 2040. Une telle transition est indispensable du point de vue écologique, du pouvoir d'achat et de notre santé (un Français meurt toutes les 10 minutes à cause des particules fines).

Nous souhaitons donc déployer un plan *Made in Europe 2024* de soutien massif à l'industrie, tout particulièrement dans le secteur automobile. Il ciblera et financera les nouvelles technologies que sont les batteries, l'hydrogène et les bornes de recharge. Notre objectif est simple : d'ici 2040, chaque Français devra pouvoir s'acheter une voiture non polluante à un coût raisonnable.

Nous nous engageons ainsi dans une transformation du parc automobile européen, tout en préservant la mobilité et le pouvoir d'achat des citoyens. Face au développement de la voiture connectée, l'engagement européen sera aussi clé pour rendre cette nouvelle technologie accessible à tous, grâce aux financements européens. Le niveau européen sera également l'échelle adéquate pour établir les futures règles de sécurité routière qui s'appliqueront aux véhicules connectés.

Enfin, nous ne pouvons pas accepter que le transport aérien reste libre de taxe écologique là où les conducteurs font des efforts conséquents. La liste RENAISSANCE a donc inscrit dans son programme la mise en place d'une taxe sur le kérosène.

Enfin, les enjeux de sécurité routière demeurent essentiels.

L'usage des radars est, selon nous, indispensable pour mettre un terme au fléau des accidents de la route. Les résultats en matière de sécurité routière en 2018 ont ainsi été historiques : il n'y a jamais eu aussi peu de morts sur nos routes. On en comptait 3 248 morts et 200 vies épargnées en 2018 par rapport à 2017. Le nombre de blessés a également chuté : 3 587 blessés et 6 854 blessés graves de moins qu'en 2017.

L'État a fait le choix de laisser les conseils départementaux prendre leur responsabilité quant à l'enjeu des 80 km/h : les spécificités locales doivent pouvoir être prises en compte. Les départements qui le souhaitent pourront revenir aux 90km/h sur les tronçons de leur choix. Les lignes droites sans encombre notamment pourront ainsi voir leur limitation de vitesse rehaussée à 90 km/h.

Au niveau européen, afin de retrouver une dynamique positive, nous chercherons à organiser de meilleurs échanges entre les États membres (échanges d'information sur les infractions, gestion de bases de données communes sur les accidents, harmonisation des codes de la route, audits croisés des politiques de sécurité routière).

Nous croyons que les enjeux de la route méritent mieux que les caricatures qui sont véhiculées. Notre action au Parlement européen sera donc simple : nous voulons plus d'accompagnement des conducteurs vers des usages favorisant la transition écologique, et nous voulons faire diminuer le nombre de victimes de la route partout en Europe.

Veillez, mesdames et messieurs, agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Nathalie LOISEAU  
Tête de liste RENAISSANCE.

